

Bulletin d'histoire politique

Sexophobie, homophobie, religion et mondialisation

Louis-Georges Tin



Volume 18, numéro 2, hiver 2010

Homosexualités et politique en Europe

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054799ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054799ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tin, L.-G. (2010). Sexophobie, homophobie, religion et mondialisation. *Bulletin d'histoire politique*, 18(2), 67–76. <https://doi.org/10.7202/1054799ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Sexophobie, homophobie, religion et mondialisation

Louis-Georges Tin¹
Université d'Orléans

À l'heure où s'imposent les grands enjeux de la mondialisation économique, il convient de noter que cette mondialisation se développe dans bien d'autres domaines. En matière de sexualité et d'homosexualité, par exemple, depuis vingt ans, les enjeux se dessinent de plus en plus au niveau international. Mais, à vrai dire, le problème ce n'est pas l'homosexualité, c'est l'homophobie ; ce n'est pas la sexualité, c'est plutôt ce que j'appelle la sexophobie.

Sexophobie et mondialisation

En 1989, lors d'une conférence internationale sur le sida, Jean-Paul II lançait : « le préservatif est blessant pour la dignité humaine, et donc moralement illicite ». En 1993, le pontife se rendit en Ouganda, l'un des pays du monde les plus touchés par l'épidémie, et affirma sans broncher : « Sans les liens du mariage, les rapports sexuels sont un mensonge [...] La chasteté est l'unique manière sûre et vertueuse pour mettre fin à cette plaie tragique qu'est le sida ». Cette déclaration peu opportune, surtout dans un pays comme l'Ouganda, suscita un vif émoi dans le monde entier. Cependant cette doctrine fut maintes fois confirmée par le Pape, diffusée par tous les relais de la hiérarchie ecclésiastique, et reprise par de nombreux responsables de la lutte contre le sida. Ainsi, Louis-Auguste Boa II, président du collectif des ONG de lutte contre le sida en Côte d'Ivoire (COSCI) affirmait : « Nous sommes sur la même longueur d'onde que le pape. Nous sommes contre les préservatifs proposés à la va-vite à toutes les populations ».

Quelques chefs spirituels, néanmoins, tentèrent de proposer une autre approche. En 2001, l'évêque sud-africain Kevin Dowling lança un « plaidoyer en faveur d'une levée par l'Église de l'interdiction de l'utilisation des préservatifs », à un moment où dans ce seul pays, on estimait à 1600 le

nombre de contaminations VIH chaque jour. Cet appel ne sera jamais entendu par Jean-Paul II. Le 18 janvier 2005, le porte-parole et secrétaire général de la conférence des évêques d'Espagne, Juan Antonio Martinez Camino, déclarait : « le préservatif a sa place dans le contexte de la prévention intégrale et globale du sida ». Dès le lendemain, sous la pression du Vatican et de l'*Opus Dei*, l'Église espagnole était forcée de revenir publiquement sur les déclarations de la veille : « il n'est pas possible de conseiller l'usage du préservatif, contraire à la morale de l'individu ». En 1996 déjà, le Vatican avait fait rentrer dans le rang les évêques français. Seul Monseigneur Gaillot avait pu garder sa liberté de parole, mais au prix d'une relégation définitive à Parthénia, évêché fictif dans le désert africain, qui lui fut attribué en manière de dérision. Bref, tous ceux qui, au sein de l'Église eurent un avis différent sur ces questions, furent négligés comme Kevin Dowling, humiliés comme les évêques espagnols, ou relégués comme l'évêque d'Évreux.

À l'heure où mourait Jean-Paul II, dans le monde entier on ne cessa de louer le charisme du vieil homme, son énergie inépuisable, même au bord de la tombe. Ces images et ces éloges que les médias diffusèrent à satiété laissent un goût amer. On l'admirait dans sa lutte individuelle contre la maladie de Parkinson, mais on oubliait le rôle qu'il avait joué dans la diffusion globale d'une autre maladie, le sida. Il est difficile d'évaluer la responsabilité du christianisme en général, et de Jean-Paul II en particulier, mais compte tenu de la personnalité du souverain pontife, son aura, ses voyages incessants, il est évident que sa « pastorale de la vie » a aussi été une pastorale de la mort. À grande échelle.

Pour qui sait à quel point la sexophobie chrétienne en général et les paroles du pape en particulier habitent les pratiques et les discours liés au sida dans une grande partie de l'Afrique, et dans de nombreux autres pays, notamment les plus pauvres, le rôle de Jean-Paul II et ses positions sur la question ne peuvent être passés sous silence. Évidemment, il est impossible de mesurer précisément la prévalence du discours chrétien parmi les autres facteurs qui expliquent cette croissance épidémiologique, cependant, on ne peut d'une part affirmer l'influence morale extraordinaire de Jean-Paul II dans le monde, et d'autre part nier le rôle significatif que l'Église et lui jouèrent dans la diffusion du virus HIV.

Par ailleurs, cette vision sexophobe du monde eut des effets sensibles au-delà des pays catholiques. En effet, comme elle s'accordait globalement avec les positions morales des autres religions monothéistes, elle permettait de trouver un terrain d'entente avec les protestants et les musulmans dans le monde entier, et notamment en Afrique. C'est du reste cette même approche sexophobe du corps et de la sexualité qui fut à l'origine de la doctrine ABC, promue aux États-Unis par George Bush. Lancée en 2003, elle constituait le programme le plus ambitieux jamais mis en œuvre en

matière de prévention sida. Quinze milliards de dollars furent débloqués à cet effet: A pour «Abstinence», B pour «Be faithful» (soyez fidèles), C pour «Condom, when appropriate» (préservatif, dans les situations appropriées).

Dans ce programme sanitaire, le préservatif occupait clairement la dernière place, loin derrière la promotion de l'abstinence et de la fidélité, le volet «condom, when appropriate» ne pouvant excéder plus de 25 % de l'enveloppe globale. En outre, il était clairement indiqué que les associations éligibles pour recevoir ces fonds devaient prouver qu'elles ne faisaient aucune propagande pour l'avortement ou pour l'homosexualité. Bref, ces milliards étaient principalement réservés à des associations religieuses, ou du moins à des organismes dont les positions devaient être assez proches des mouvements confessionnels. Les experts de la conférence de Bangkok firent part de leurs réserves sur le fameux ABC américain. Par ailleurs, aux États-Unis, les États qui firent de l'abstinence un enjeu majeur dans les campagnes de santé publique obtinrent des résultats catastrophiques. Cette politique sanitaire fut donc rapidement abandonnée. Du moins aux États-Unis. En revanche, par un cynisme sans égal, elle fut promue pour l'Afrique et les Caraïbes, régions où les taux de contamination étaient déjà très élevés. La culture du multipartenariat ou de la polygamie semblaient indiquer clairement que cette doctrine ABC ne pouvait avoir d'effets positifs dans ces régions, mais on y vit du moins l'occasion de financer des missions religieuses susceptibles de renforcer, outre la foi chrétienne, la présence américaine sur le terrain, fût-ce en renforçant au passage l'épidémie dans des pays qui n'en avaient certes pas besoin.

Pour ce qui est du Vatican, le refus de la chair s'ancre dans une théologie largement séculaire. En ce sens, l'épidémie nouvelle s'intégrait à un paradigme ancien, remontant au moins à l'épisode de Sodome et Gomorrhe: «fléau de Dieu», le sida apparaissait comme une punition des pécheurs, mais aussi comme un moyen permettant de promouvoir à nouveau la chasteté ou la fidélité, dans un monde qui semblait avoir relégué ces valeurs aux oubliettes de l'Histoire. Bien que la propagation de la foi (ainsi entendue) favorise la propagation du virus et de la mort, elle permettait du moins, pensait-on, de favoriser le salut des âmes et de la vie éternelle.

Cependant, des motivations nouvelles expliquaient aussi l'attitude du Vatican. L'essor des mouvements gais et lesbiens à travers le monde a été perçu par Rome comme une véritable catastrophe internationale. L'analyse du Vatican en particulier, et des chrétiens conservateurs en général, se fonde sur l'impression vraie ou fautive d'une «homosexualisation» de la société. C'est-à-dire d'une part qu'il y aurait plus d'homosexuels que jamais; et d'autre part, chose encore plus terrible, que même les hétérosexuels adoptent un comportement sexuel dérégulé, analogue à celui des

homosexuels, dont ils subissent l'influence pernicieuse. En ce sens, le préservatif apparaît comme le passeport pour le libertinage sexuel, homo ou hétérosexuel. Lutter contre cette sexualité « débridée », c'est donc lutter contre le préservatif. Et les campagnes chrétiennes objectivement menées contre le préservatif n'ont pas manqué, notamment en Afrique.

Si le sida décime et affaiblit les populations, y compris les populations chrétiennes, il renforce malgré tout le christianisme. Il réaffirme la posture morale sur laquelle se fonde la religion chrétienne, et permet d'entretenir dans l'opinion un « meaculpisme », une culture de la faute, évidemment sexuelle, qui nécessite le pardon, évidemment chrétien. En ce sens, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, la propagation de la foi apparaît comme le remède à la propagation du virus, bien que, en réalité la foi (entendue en ce sens sexophobe) soit plutôt un vecteur pour le virus.

De fait, l'épidémie favorise la diffusion de la foi chrétienne, y compris dans des populations animistes ou musulmanes. Proposant aux populations démunies les services sanitaires qui font si cruellement défaut, les missionnaires chrétiens, qui jusqu'alors étaient plutôt mal accueillis, furent désormais reçus à bras ouverts, ce qui permit un véritable travail d'évangélisation, ou de prosélytisme, comme on voudra. Les malades mouraient toujours, mais ils mouraient de moins convertis. Les familles étaient gagnées à la foi nouvelle, le christianisme avançait. Bref, le sida qui tue les homosexuels et permet d'évangéliser en terre de mission n'est peut-être pas un malheur pour tout le monde. Évidemment, à l'inverse, les positions des conservateurs et fondamentalistes religieux sont une véritable catastrophe pour la prévention du sida dans le monde entier. Dans ces conditions, faut-il conclure au cynisme absolu des religieux ? Faut-il condamner ces responsables de la morale moralement irresponsables ? Faut-il conclure à l'inconscience ou à la mauvaise foi des hommes de foi ? Il est difficile de répondre plus précisément sans sonder et les cœurs et les reins.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, au niveau des instances internationales, le Vatican qui ne dispose que d'un siège consultatif à l'ONU a réussi à fédérer ce que l'on pourrait appeler un œcuménisme politique de la morale. Autrefois, le Vatican était l'ennemi irréductible des protestants, des orthodoxes, des juifs et des musulmans. Or depuis le pontificat de Jean-Paul II, Rome a compris que, au-delà des différends théologiques, toutes ces religions se rejoignent totalement sur les questions morales et sexuelles, qu'il s'agisse de l'homosexualité et du sida, mais aussi de la contraception, de l'avortement et de la place des femmes dans la société. C'est ce que j'appelle pour ma part la mondialisation des enjeux sexophobiques.

Voyageur infatigable, Jean-Paul II a entrepris de réunir, non sans succès, tous les pays religieux qui votent désormais ensemble aux Nations Unies sur les questions de mœurs. Il était le seul à pouvoir le faire ; et il l'a

fait. Tandis que durant les décennies précédentes, l'Europe et les États-Unis faisaient avancer ensemble les questions de mœurs dans les instances internationales, l'Europe s'est retrouvée isolée à partir du moment où le nouveau système d'alliance favorisé activement par Jean-Paul a permis d'associer l'Amérique protestante de George Bush aux pays catholiques, orthodoxes et musulmans, qui au total constituent une large majorité aux Nations Unies. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si George Bush est arrivé le premier aux obsèques du souverain pontife. Ce n'est pas un hasard si Jean-Paul II a été unanimement loué par tant d'autres chefs d'État et responsables musulmans, peu soucieux de démocratie politique ou sexuelle en général.

Tous présents aux obsèques de Jean-Paul II, ils manifestaient l'œcuménisme moral qu'il avait su constituer et la mondialisation sexophobique qu'ils entendaient favoriser. Mais pour les vrais chrétiens et pour les hommes de bonne volonté, la mort du Pape fut un véritable moment de douleur. Ce n'est pas parce que Karol Wojtyła venait de décéder, mais parce que le concert de louanges à son égard constituait un signe inquiétant pour l'avenir de la lutte contre le sida dans le monde; un moment de douleur aussi parce que ces éloges présents et la béatification annoncée du « saint homme » constituaient un outrage supplémentaire à la mémoire des victimes innombrables dont la vie aurait pu être épargnée, peut-être, si le Pape avait seulement consenti à se taire.

Homophobie et mondialisation

Outre la question du sida, la mondialisation des enjeux sexophobiques apparaît aussi dans l'internationalisation des problématiques liées à l'homophobie. En un sens, ce lien n'est pas tout à fait nouveau. Ainsi, le personnage du bougre, du sodomite ou de l'homosexuel est depuis longtemps associé à la figure de l'étranger. En France, au ^{xvi}^e siècle, l'homosexualité fut associée aux mœurs italiennes, dans la mesure où la Cour semblait submergée par la culture italienne; puis aux mœurs anglaises, lorsque l'Empire britannique fut à son faîte; aux mœurs allemandes, à l'époque où la rivalité franco-allemande battait son plein; au communautarisme américain, aujourd'hui, dont les principes mettent en péril, dit-on, la République française. Mais aujourd'hui, l'homosexuel n'est pas seulement la figure de l'étranger, il est la figure (fantasmée et rejetée) de la mondialisation sexuelle. On change ici d'échelle. Aujourd'hui, au Proche-Orient, en Inde, en Chine ou au Japon, l'homosexualité est dénoncée comme étant une pratique occidentale; en Afrique noire, elle est bien sûr le fait des Blancs. Dans ces conditions, figure de l'altérité, l'homosexualité est aussi perçue comme étant l'une des figures de la mondialisation honnie.

Pour qui analyse l'homophobie au niveau planétaire, le pays le plus homophobe aujourd'hui, c'est sans doute l'Iran. Le fait est que les homosexuels sont régulièrement pendus dans ce pays, soumis aux décisions des mollahs. Si l'on en croit les militants iraniens, depuis l'avènement du régime islamique, il y a eu plus de 4000 exécutions capitales pour homosexualité, chiffre terrifiant. Mais que dire des pays d'Europe de l'Ouest, qui se flattent d'être les plus libéraux du monde en matière d'homosexualité, mais qui se font complices des pires tribunaux coraniques, et qui renvoient en Iran (c'est-à-dire à la mort) des réfugiés homos ou transsexuels qui avaient enfin réussi à échapper à leurs tortionnaires ?

Du coup, déboutés de leur demande, menacés d'expulsion, sachant le sort qui les attend, certains de ces demandeurs d'asile ne voient plus d'autre solution : en septembre 2003, apprenant que sa demande avait été rejetée, Israfil Shiri s'aspergea d'essence et s'immola dans les bureaux d'un foyer pour réfugiés à Manchester. En 2004, une transsexuelle qui avait été fouettée en Iran à cause de sa sexualité, et dont la demande d'asile avait été rejetée par la Suède, se suicida à Sarlsund, près de Stockholm. En 2005, un homme détenu à l'aéroport de Schipol à Amsterdam était sur le point d'être renvoyé dans son pays. Quelques années plus tôt, il avait été arrêté en Iran ; il avait réussi à s'échapper, mais son partenaire avait été pendu. Ces arguments n'avaient pas ébranlé les services d'immigration. Mais les récentes mises à mort en Iran ont finalement convaincu les autorités néerlandaises qu'il fallait suspendre l'arrêté d'expulsion.

On le voit, les enjeux s'internationalisent. Si les réfugiés iraniens vont en Suède, en Angleterre ou aux Pays-Bas, c'est parce qu'ils ont l'impression qu'il s'agit là de sociétés plus libérales que la leur en matière d'homosexualité, ce qui n'est pas faux ; mais elles le sont beaucoup moins en matière d'immigration, ce qu'ils ignorent. Les informations qu'ils trouvent sur les sites internet leur font miroiter un *El Dorado* LGBT (lesbien, gai, bi et trans) dont l'hospitalité n'est pas aussi réelle qu'ils le pensent. Aujourd'hui, dans plusieurs pays d'Europe, l'altérité menaçante, c'est peut-être moins l'homosexuel que l'immigré. Du coup, les réfugiés homosexuels se voient refoulés, non pas en tant qu'homosexuels, mais en tant qu'étrangers. On pouvait autrefois reprocher aux étrangers d'être homosexuels (le « vice italien », le « vice anglais », le « vice allemand », etc.) ; aujourd'hui, on reproche à ces homosexuels d'être étrangers.

Parfois même, on leur reproche de ne pas être assez homosexuels. Ou du moins, pas assez visiblement. On leur demande donc de prouver qu'ils le sont en effet, ce qui est assez mal commode, évidemment. On s'étonne que tel ou tel homme ne soit pas plus « efféminé ». Qu'il ne connaisse pas le nom de tel ou tel magazine gai (bien sûr européen), qu'il n'ait pas exactement les mêmes coutumes que les gais de « chez nous ». Dès lors, est-il vraiment homosexuel ? Et à supposer qu'il le soit, est-il vraiment en dan-

ger dans son pays d'origine? N'est-ce pas un étranger en situation irrégulière, essayant de se faire passer pour homosexuel pour obtenir un statut de réfugié politique? Dès lors, on le voit, ce n'est plus qu'on reproche à ces homosexuels d'être étrangers, c'est qu'on leur reproche d'être plus étrangers qu'homosexuels.

Car, dans certains cas, on accepterait les étrangers, à condition qu'ils soient sinon «homosexuels en danger», mais du moins étrangers *gay friendly*. Dans ces dernières années, les autorités allemandes eurent l'idée de faire remplir un questionnaire aux immigrés, leur demandant entre autres quelle était leur opinion à l'égard des personnes homosexuelles. Le but était de pouvoir refuser les papiers aux étrangers homophobes car, disait-on, il faut que les étrangers s'assimilent aux valeurs du pays qui les accueille. Mais certains militants allemands firent remarquer que si l'on s'avisait de définir le droit au séjour par ce critère libéral, il faudrait sans doute le refuser au citoyen Ratzinger. En effet, aujourd'hui à la tête de l'État du Vatican, Benoît XVI a depuis longtemps défendu les positions les plus homophobes aux côtés de Jean-Paul II. À la tête de la Congrégation pour la doctrine de la foi (institution qui, en d'autres temps, se nommait Inquisition), il fut l'éminence grise de Rome en la matière². Dès lors, pourquoi ne refuse-t-on pas l'accès au territoire allemand à M. Ratzinger? Du coup, cette proposition des autorités fut largement critiquée: dans la mesure où on exigeait des étrangers une attitude ouverte, qui n'était pas demandée aux nationaux, n'était-ce pas seulement un moyen opportun d'utiliser (voire d'instrumentaliser) la lutte contre l'homophobie dans la lutte contre l'immigration?

On voit donc ici l'imbrication des enjeux, la question de l'homophobie croisant celle de l'immigration, et donc de la mondialisation. Mais dans la mondialisation des problématiques liées à l'homophobie, c'est le Vatican qui joua le rôle plus important, d'où les campagnes violentes menées par les Églises catholiques contre la reconnaissance des couples de même sexe en Belgique, au Québec, au Portugal, en Italie, etc. Ainsi, en France, la bataille «anti-pacs» fut menée par Christine Boutin, députée UDF (Parti chrétien démocrate), mais également «consulteur officiel du Vatican sur la question de la famille», qui n'hésita pas à brandir un missel à l'Assemblée nationale en France, dans le pays de la laïcité! En Espagne, les évêques prirent la tête de la bataille contre le mariage homosexuel, et même après le vote, continuent à organiser des manifestations, pour inciter le PP (Parti populaire) à abolir ce droit. Par ailleurs, le Vatican a également suscité et financé des campagnes tout aussi virulentes contre la dépénalisation de l'homosexualité en général en Europe de l'Est (on l'ignore souvent), et contre les premières marches des fiertés LGBT dans les anciens pays communistes, avec le soutien «œcuménique» des Églises orthodoxes.

Bien entendu, il serait naïf de penser que, dans le monde, l'homophobie sociale tient uniquement à ces courants religieux intégristes et fanatiques. Les facteurs sont multiples, ce n'est pas ici le lieu de développer ce sujet³. Mais les agents sociaux divers (la police, le voisinage, la famille, etc.) n'ont pas forcément les moyens nécessaires pour porter la lutte contre les homosexuels à un niveau international. En revanche, depuis plus de trente ans, le Vatican a donné aux réactions homophobes qui se développaient ici et là une cohérence internationale, des moyens financiers et des relais médiatiques sans précédent. Bref, le Vatican a été de loin l'élément moteur le plus actif parmi ceux qui ont contribué à la mondialisation de la lutte contre les homosexuels.

Heureusement, la lutte contre l'homophobie a elle aussi commencé à se mondialiser. Plusieurs éléments contribuent à cette évolution notable. Le premier réside certainement dans la mondialisation des nouvelles techniques de communication. Les images circulent par la télé, et surtout par le web. S'il y a une Pride dans le pays voisin, on se dit qu'il serait possible d'en faire une ici aussi. S'il y a le droit au mariage ici, les militants du pays voisin le réclament eux aussi pour leur compte, à juste titre. Du coup, l'égalité des droits progresse pas à pas, les murs de l'homophobie légale tombent les uns après les autres, comme dans un jeu de dominos. Mais qui ne fonctionne pas seulement de proche en proche, car ce qui se fait ici inspire aussi celles et ceux qui se trouvent à l'autre bout de la planète.

Un exemple parmi tant d'autres. En 2005, pour revenir à l'Iran, un militant me contacta depuis Téhéran, quelques semaines avant la première Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, que j'étais justement en train de lancer. Il me demanda si j'acceptais qu'il y participe. Je lui répondis que j'en serais ravi, la Journée appartenant à toutes et à tous, mais je lui expliquai que je serais dans l'incapacité de garantir sa sécurité, et il me semblait qu'il prenait là des risques considérables. Il m'affirma alors qu'il n'y avait là aucune difficulté. Les actions militantes se feraient sur internet. Et en effet, le Jour J, plus de 1000 blogs iraniens parlèrent d'homophobie, en Iran et à travers le monde, en farsi et en anglais notamment. Le travail de dématérialisation que permet l'informatique avait libéré les militantes et les militants, et les avait connectés à la blogosphère de la mondialité. Les réseaux qu'ils constituent sur la toile leur avaient aussi permis d'être en relation avec les politiques iraniens en exil, de les amener à prendre position, et dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement à Téhéran, d'espérer que le nouveau régime soit moins homophobe que le précédent, et moins soumis aux religieux.

J'ai ici parlé de l'Iran, mais j'aurais pu évoquer bien d'autres exemples. Quoi qu'il en soit, il est certain que le réseau que constitue la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie n'aurait jamais pu voir le jour s'il

n'y avait eu l'outil internet. C'est pourquoi, dès la première année, plus de quarante pays participèrent à cette initiative, et notamment des pays comme la Côte d'Ivoire, la Chine et la Bulgarie, où jamais auparavant il n'y avait eu d'action publique organisée par des personnes LGBT. En ce sens, les militants de ces trois pays firent collectivement leur *coming out* politique. Dans ces trois pays au moins, ce fut objectivement une page décisive dans l'Histoire des droits humains, une page qui détermina un avant et un après.

Sans l'outil internet, ces militants n'auraient sans doute pas eu connaissance des actions existant à l'étranger, non seulement la Journée contre l'homophobie, mais aussi tout ce qu'organisent les associations LGBT en général (marche des fiertés, actions politiques, revendications, médias, centres communautaires, etc.). Ils n'auraient peut-être pas eu le courage de se jeter à l'eau, ils ne se seraient pas sentis en confiance. En ce sens, le Web a été plus qu'un facilitateur; il a été, est et sera un démultiplicateur démocratique.

Par ailleurs, un autre élément favorise depuis deux ou trois décennies la mondialisation de la lutte contre l'homophobie: c'est le renforcement des instances internationales. Ainsi, en 1996, membre du Parlement européen, la députée Claudia Roth fit voter une recommandation demandant aux États de l'Union de favoriser la reconnaissance des couples de même sexe. Cette recommandation n'avait pas de valeur contraignante, mais elle fut bientôt suivie d'effets. Les militants s'en saisirent aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Norvège, en France, en Belgique, etc. et aujourd'hui, la moitié des pays d'Europe possèdent un statut reconnaissant peu ou prou les couples de même sexe.

De même, en matière de parentalité. En février 2002, l'affaire Fretté/France fut portée devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Il s'agissait d'un citoyen français qui avait cherché à adopter un enfant, et dont l'agrément avait été refusé par les services administratifs au motif de son orientation sexuelle. Mais la Cour refusa de condamner la France pour violation des articles 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) et 14 (interdiction de la discrimination) de la Convention européenne des droits de l'Homme. Or le 22 janvier 2008, un jugement inverse fut rendu sur un cas similaire, cette nouvelle décision s'appliquant *a priori* aux 47 États du Conseil de l'Europe. Il faut attendre les suites effectives de cette décision historique, mais *a priori*, ne faudrait-il pas que les États se mettent désormais en conformité avec la Convention qu'ils ont signée? Il est évidemment trop tôt pour dire quelles sont les conséquences de cette affaire, mais elle montre très clairement que c'est aussi, et de plus en plus, au niveau international que se joue la lutte contre l'homophobie.

Notes et références

1. Louis-Georges Tin, ancien élève de l'École normale supérieure, maître de conférences à l'Université d'Orléans, est docteur ès-lettres et spécialiste de l'histoire de la sexualité. En 2003, il a publié aux Presses Universitaires de France un *Dictionnaire de l'homophobie* et a lancé en 2005 la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie. Depuis 2007, il préside le Centre d'archives et de documentation de Paris et dirige également la collection «Sexe en tous genres» aux éditions Autrement. L'ensemble de son œuvre a été couronné par plusieurs prix internationaux: le Tupilak Award (Stockholm 2005), le prix Homoedu de l'homme de l'année (2005), le Grizzly Award (Moscou 2006), le Tolerantia Award (Berlin 2006) [tinluigi@aol.com].
2. Ainsi, avec Jean-Paul II, en 1992, il publia un texte où il justifiait objectivement la discrimination homophobe à l'embauche: «dans certains domaines, tenir compte de la tendance sexuelle n'est pas une discrimination injuste, par exemple dans le placement des enfants à adopter ou leur mise en garde, dans l'engagement d'enseignants et d'entraîneurs sportifs et dans le recrutement militaire», dans «Certaines considérations concernant la réponse à des propositions de loi sur la non-discrimination des personnes homosexuelles», *Osservatore Romano*, 4 août 1992.
3. Sur ce point, voir entre autres l'introduction que j'ai rédigée pour le *Dictionnaire de l'homophobie* (Paris, PUF, 2003), plus l'article «Hétérosexisme».